Les coussouls de la Crau (Bouches-du-Rhône, XVIII^e-XX^e siècles)

Du rêve de la colonisation à la préservation des espaces naturels

The coussouls of Crau (Bouches-du-Rhône, 18th-20th centuries). From the dream of colonization to the preservation of natural spaces

Los coussouls de la Crau (departamento de Bocas del Ródano), siglos XVIII a XX.

Del sueño de la colonización a la conservación de espacios naturales

Annick Riani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archeopages/1539>

DOI : 10.4000/archeopages.1539

ISSN : 2269-9872

Éditeur

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 60-65

ISSN : 1622-8545

Référence électronique

Annick Riani, « Les coussouls de la Crau (Bouches-du-Rhône, xviii^e-xx^e siècles) », *Archéopages* [En ligne], 44 | 2017, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 03 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/archeopages/1539> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archeopages.1539>

Les coussouls de la Crau (Bouches-du-Rhône, XVIII^e-XX^e siècles)

Du rêve de la colonisation à la préservation des espaces naturels

Annick Riani *Ville de Marseille, Division archéologie (SMPH)*

60

Sans revenir sur la définition du terrain vague, il nous faut insister sur son caractère d'autant plus évolutif que cette histoire s'inscrit dans la longue durée. Évolatif, à l'intérieur de la Marseille intra-muros contractée par les conflits du Moyen Âge qui laissaient place à des friches ou au contraire gagnée par l'urbanisation à partir de l'époque moderne. Évolatif à la campagne aussi lorsque les hommes, soumis à la pression démographique ou simplement désireux de promouvoir le développement humain, entendaient fertiliser des terres consacrées jusque-là au pacage des troupeaux. À Marseille, dès le XIX^e siècle, les friches se révélaient rares, non seulement intra-muros mais aussi extra-muros, sur un vaste terroir couvert d'un habitat bastidaire dispersé mais très dense. En revanche, dans la campagne voisine, au-delà des collines qui enferment la cité, sur une bande littorale longue de 33 km en façade maritime, les terres impropres à la culture des coussouls – pâturages arides – de la Crau sèche constituaient de vastes terrains vagues alors considérés comme des territoires à coloniser.

Les Marseillais fabriquaient un fumier nauséabond et polluant sur des terrains situés à l'orée de la ville, correspondant à la définition classique des terrains « vagues », « à proximité d'une agglomération et qui ne sont ni cultivés ni construits ». Or, dès le milieu du XIX^e siècle, les autorités ne trouvaient plus de terrains adéquats pour installer cette activité qui occasionnait des maladies et redoublait les conséquences des épidémies à ses abords tandis que, simultanément, les Arlésiens et les Cravencs¹ regardaient le miracle de la Crau humide – aménagée depuis le Moyen Âge – en rêvant de fertiliser le désert de la Crau sèche. Les Marseillais, dont particulièrement

l'ingénieur Henri de Montricher, parvinrent à convaincre les édiles marseillaises empêtrées dans les questions de la propreté et de l'assainissement de la ville. Leur décision fut donc d'exporter le contenu des tinettes à la campagne, à 60 km de la ville, car la révolution des transports opérée par l'arrivée du chemin de fer rendait l'opération possible.

Rareté des terrains vagues à Marseille

La ville de Marseille avait besoin de disposer de lieux de stockage et de transformation contrôlés où acheminer le produit des balayures quotidiennement ramassées par les escoubiers². La mise à disposition d'un terrain vague convenait à cette industrie qui consistait à faire composter plusieurs mois durant les matières organiques récupérées (crottins, pailles et excréments humains), car il suffisait pour cela de trier sommairement les matières, de les retourner et de les arroser d'urine pour accélérer le processus de putréfaction. Le fumier ainsi produit était ensuite vendu aux paysans du terroir qui trouvaient là le compost fertilisant indispensable à l'amendement des terres arides de la campagne marseillaise.

Pour choisir un emplacement, les échevins du XVIII^e siècle prirent en compte deux critères : le caractère polluant et nauséabond de cette activité qui prescrivait son rejet loin des concentrations d'habitat intra-muros et le mode de transport utilisé, la charrette à un collier sur des chemins pas toujours carrossables, qui nécessitait que les lieux de stockage et de transformation ne fussent pas trop éloignés des remparts. Ainsi le lieu choisi fut hors de la Porte d'Aix, à deux enjambées du mur d'enceinte, près d'une tannerie manipulant aussi

1. Terme local des habitants de la Crau.

2. Terme local désignant les balayeurs, dérivé du mot escoube (balai). Il s'agit de personnes pauvres, des enfants, des ruraux, employés par des entreprises privées.

1. Le terrain vague de la Porte d'Aix au XVIII^e siècle (sur fond de plan cadastral de 1820), sur l'actuel boulevard des Dames, hors des remparts, où les fumiers étaient déposés à côté d'autres activités artisanales polluantes.

2. L'urbanisation de la Porte d'Aix au XIX^e siècle a contraint la ville à chercher d'autres sites pour l'évacuation de ses déchets, Arch. mun. Marseille : 78 Fi 499 C.

1. Tannerie
Fabriques de colle forte
Fabriques de noir d'ivoire
Fabriques de chandelles
Savonneries
2. Lavoires à laine
Fabriques de chapeaux
Tanneries
Fabriques de chandelles
3. Lavoires à laine
Tannerie
Fabriques de chandelles
Fabrique de corde
Fabrique de noir d'ivoire
Fabrique de colle forte
Raffinerie de sucre
Tabletterie

3. Marseille (xviii^e siècle), dessin d'Israël Silvestre et gravure de Perelle.

La campagne marseillaise était si peuplée qu'il était difficile d'y rencontrer un terrain vague.

4. Carte de la Provence, divisée par ses vigueries et baillages (Bailleul Lejeune), s.d. Le caractère hétérogène de la Crau s'explique par l'histoire de la Durance : à certains endroits affluent les galets roulés par le fleuve et la mer tandis que dans les creux dominent les marécages.

des produits putrescibles et dégageant des odeurs similaires [ill. 1]. Mais, avec le temps, la ville se densifia et des faubourgs finirent par s'y élever, de sorte que ce terrain privé réservé au dépôt public de fumiers de la ville était de moins en moins isolé et des protestations s'élevèrent dès la première moitié du xix^e siècle [ill. 2]. Les plaignants obtinrent finalement une fermeture définitive en 1840 après que la ville de Marseille eut racheté le terrain pour y établir un lavoir à linge public. À partir de 1866, la ville chercha vainement à en finir avec des dépotoirs qui répandaient l'infection et provoquaient une surmortalité en période d'épidémies cholériques. Cette question avait pris beaucoup d'ampleur dans la seconde moitié du xix^e siècle. De nombreux fabricants d'engrais s'étaient mis à exercer leur activité en toute illégalité car l'administration refusait souvent d'accorder une autorisation qu'ils ne demandaient par ailleurs que lorsque les plaintes du voisinage étaient si virulentes qu'elles les empêchaient de continuer leur travail à l'insu des autorités. Ces dépôts, établis dans les quartiers d'Arenc ou des Crottes³ autour du nouveau centre industriel créé après la construction des nouveaux ports, étaient implantés au milieu de centres industriels et des populations ouvrières qu'ils rassemblaient autour de leurs activités (Riani, 2017, p. 168-178). À défaut donc, de pouvoir supprimer ces dépotoirs, la municipalité s'efforçait de les éloigner toujours davantage quoique l'extension urbaine rapide et le nombre très élevé des bastides lui compliquât singulièrement la tâche. Or, une distance allongée diminuait le nombre de rotations possibles par un même attelage et majorait donc le coût de la collecte puisqu'il fallait alors augmenter le nombre des attelages. Cette marge urbaine, si tant est qu'elle existât, était déjà colonisée par les industries les plus polluantes (Daumalin, Laffont-Schwob, 2016). Mais en quoi consistait-elle ?

La campagne marseillaise était couverte de domaines ruraux cultivés et arborés dès l'époque moderne et les bastides encloses dans leurs murs

et petites maisons de campagne tissaient un réseau si serré, que de nombreux voyageurs avaient l'impression de ne voir qu'une seule ville immense, la plus grande du monde. Mlle de Scudéry voyait 12 000 bastides, le Chevalier de Soissons 5 800 en 1695, Bresson, dans son explication du terroir, en comptabilisait 6 500 en 1773, Millin, 5 000 en 1807 et Stendal 4 ou 5 000 (Riani, 1993, p. 5). En 1831, un rapport du Conseil de salubrité chargé d'examiner les demandes d'installation des établissements classés dangereux et insalubres attirait l'attention du préfet : « Si l'on tient compte des mœurs marseillaises, on verra combien ces dépôts de fumiers, que les entrepreneurs appellent poétiquement engrais, doivent être éloignés de la ville. Le plaisir de la campagne est celui que notre population aime le plus. Nos environs sont tellement habités que jusqu'à une certaine distance, on prendrait le terroir pour les faubourgs. Si l'on tolère ces établissements, bientôt nos campagnes ne seront plus habitables » (Archives municipales de Marseille, 31 O 7). Au reste, la consultation des matrices du cadastre napoléonien confirme ces témoignages. Le fonctionnaire des impôts paraît avoir rassemblé dans la catégorie « inculte » les parcelles qu'il ne parvenait pas à classer dans les autres catégories productives (et le dépotoir du boulevard des Dames n'était pas considéré comme inculte). Ces terrains vagues incultes étaient peu nombreux et présentaient des surfaces très restreintes, occupées par des « rochers », ou étaient situées sur des pentes à forte déclivité ou encore en zone inondable ou marécageuse. Ils se distinguaient des broussailles qui pouvaient recouvrir de très vastes surfaces mais étaient susceptibles d'une exploitation [ill. 3].

Pour toutes ces raisons environnementales, naturelles et humaines, Marseille ne pouvait donc pas compter de dépôts suburbains comme Paris. La Ville faisait jeter les déchets à la mer (Faget, 2012) jusqu'à ce que l'arrivée du chemin de fer ouvrit opportunément de nouvelles perspectives en rendant accessibles des terrains vagues dont elle

3. Cave en provençal.

ne disposait pas sur son terroir. Et « le projet (n'était) viable que parce que la Compagnie Paris-Lyon-Marseille (était) intéressée au premier chef à l'œuvre de l'assainissement de Marseille » (Barles, 2005, p. 180.)

Colonisation des coussouls de la Crau

Les coussouls de la Crau se présentent comme d'immenses terrains vagues caillouteux dont le paysage steppique monotone s'étend des rivages de Fos aux confins des Alpilles. Cette vaste plaine forme un triangle d'une superficie de 54 000 ha dont une pointe relevée à une altitude de 110 m est le col de Lamanon et dont le Pont-de-Crau et Fos-sur-Mer constituent les points de base (Giandou, 2000, § 8.) Ce désert herbeux, qui fut dévolu depuis l'Antiquité au pâturage des moutons en transhumance, est constitué de galets en surface. En effet, la Crau et l'étang de Berre sont les vestiges du cône de déjection torrentiel de la Durance au temps où celle-ci se jetait directement dans la mer, il y a douze millions d'années [ill. 4].

Précocement, les hommes eurent donc deux préoccupations : irriguer et mettre en valeur la partie sèche de la plaine et assécher les marais malsains. Ils s'y employèrent par la création de chaussées, de digues et de canaux de drainage parmi lesquels figuraient le canal du Vigueirat (XI^e siècle), le canal de Craponne (XVI^e siècle), le canal de la Vidange (XVII^e siècle) et le canal des Alpilles (XVIII^e siècle). Et le préfet, l'érudit Christophe de Villeneuve-Bargemon, pouvait écrire en 1826 que ce dernier canal arrosait environ 13 449 ha de terres appartenant à dix-huit communes dont il avait triplé la valeur et qu'il faisait se mouvoir environ vingt-cinq moulins à farine ; qu'il avait aussi porté les eaux dans la Crau, « de sorte qu'au moyen des arrosages et des conquêtes que fait chaque jour la culture, on pourrait calculer l'époque où cet immense territoire serait couvert de prairies, de terres à blé, de métairies et d'autres objets de rapport si les eaux étaient suffisantes » (Villeneuve-Bargemon, 1826, p. 703). La Crau humide offrait à la fin du XIX^e siècle le spectacle d'un paysage verdoyant

cloisonné par des haies coupe-vent, de prés de fauche, de vergers et de maraichages. En 1888, Vincent Van Gogh immortalisa la fauche à proximité de l'abbaye de Montmajour en peignant « La Moisson ». Dix ans plus tard, le géographe Victor-Eugène Ardouin-Dumazet décrivait, au cours de son *Voyage en France*, le paysage rencontré au-delà des ruines de cette abbaye : « Jadis la plaine pierreuse venait jusqu'aux abords de la ville [Arles] ; le canal de Craponne a permis de transformer en prairies et en vignobles le désert infertile. (...) Et aussitôt gravi ou traversé le talus à peine sensible qui porte la Crau, on est dans un pays d'aspect opulent : grandes prairies encadrées d'arbres, mas vastes et cossus entourés d'arbustes fleuris et précédés de belles avenues de platanes. Les arbres du Nord : peupliers, ormes, saules, marronniers, se mêlent aux pommiers. Sans les figuiers et les cyprès, sans le ciel d'un éclat implacable en cette fin d'année, on pourrait se croire dans les parties les plus bocagères de la Normandie. » (Ardouin-Dumazet, 1897, p. 102-117).

À cette riante et fertile « oasis » de la Crau humide et humanisée, résultat d'un progrès technique vecteur de progrès humain, s'opposait « le Sahara provençal » (Ardouin-Dumazet, 1897, p. 117) de la Crau sèche des coussouls, aride, stérile et déserte. Aussi le préfet Villeneuve-Bargemon espérait-il que l'on parviendrait à amender la totalité de la Crau en continuant l'œuvre des premiers ingénieurs hydrauliques. En effet, comme le sol de la Crau est constitué d'une couche de terre arable de faible épaisseur très perméable reposant sur une couche de poudingue imperméable (Giandou, 2000, § 8), le limon argileux et sableux transporté par la Durance avait une action bénéfique. Et l'on avait donc espéré colmater la Crau en l'irriguant avec les eaux du fleuve. L'idée était de cultiver des herbes de prairies pour qu'elles forment une espèce de feutre à la surface du sol et retiennent les eaux d'irrigation assez longtemps pour que la végétation puisse en profiter. Mais il apparut qu'il faudrait cent cinquante ans pour obtenir une bonne épaisseur de terre labourable alors que la mise en œuvre de l'opération exigeait des volumes d'eau d'irrigation considérables (Guignet, 1890, p. 148). Pour étendre systématiquement ce colmatage, il fallait recourir aux eaux hivernales et à la collecte des limons au moyen de tranchées (appelées « nays ») ou de bassins de décantation (Berthemont, 1972, p. 157). Dès 1836, les premiers promoteurs, « des propriétaires nantis, industriels et commerçants » capables d'apporter les capitaux nécessaires, arrivèrent de Marseille avec leurs compagnies dites de colmatage. Parmi eux, Samuel Abraham réussit à multiplier le revenu de ses terres par huit entre 1838 et 1869. Aussi, en 1850 puis, en 1872, des ingénieurs proposèrent-ils des plans de colmatage. Ils échouèrent parce que les bénéficiaires de l'irrigation s'y opposèrent ou parce qu'ils étaient

domaine des Poulagères — voie ferrée
domaine de Baussenc — canaux

« mal informés de leurs obligations » (Berthemont, 1972, p. 157). Toutefois, en 1881, un nouveau projet, « axé sur le colmatage des marais de Fos plus que sur la mise en valeur des coussous (sic) », donna lieu à une concession en faveur de la Compagnie agricole de dessèchement des marais de Fos et du colmatage de la Crau. Mais, « après rachat de près de 12 000 hectares de terres vaines, la Compagnie recula devant l'ampleur de la tâche et obtint sa transformation en une simple Compagnie Agricole de la Crau et des Marais de Fos » (Berthemont, 1972, p. 157). Le Marseillais Emmanuel Henri Mayor de Montricher (Marseille, 1845-1916), fils de Franz, l'ingénieur qui avait amené les eaux bienfaisantes de la Durance à Marseille, y avait des intérêts (Montricher, 1890, p. 19 ; Barles, 2005, p. 181).

Henri de Montricher voulait poursuivre l'œuvre d'assainissement de son père et le travail entamé par ses devanciers. Grand pourfendeur des dépotoirs urbains, il n'en restait pas moins partisan de l'épandage contre l'avis des partisans du tout-à-l'égout car c'était, selon lui, la solution qui répondait le mieux à la double nécessité d'assainir les villes et de fertiliser les campagnes. Il continuait à défendre l'idée d'une complémentarité entre la campagne nourricière et la ville qui rendait à la campagne les matières nécessaires à la fertilisation des terres. En l'occurrence, l'échange était double puisque les trains de gadoues rapportaient au retour les terreaux produits par les balayures fermentées et les galets, récupérés avant l'épandage et après cassage, pour être vendus comme pierres à macadam (Ardouin-Dumazet, 1897, p. 116). Ce fut sur les sites des Poulagères à Saint-Martin-de-Crau et du mas de la Péronne à Miramas⁴ (Voyez *et al.*, 2016) que la société de Montricher commença ses expérimentations, à partir de 1887 en ce qui concerne le premier site. En 1897, un arrêté autorisait cette même société à s'étendre à titre provisoire sur un « terrain situé au quartier de Baussenc, près Saint-Martin-de-Crau (Commune

d'Arles) » (Arch. dép. Bouches-du-Rhône, 5 M 452)⁵ malgré l'hostilité du sous-préfet et du maire d'Arles qui s'appuyaient sur les critiques des riverains incommodés des Poulagères et les déceptions des agriculteurs [ill. 5]. Pourtant, vignes, prairies et luzernes devaient se substituer à l'étendue caillouteuse et herbeuse des 600 ha de coussouls concernés [ill. 6].

Échecs, renoncement et préservation des espaces naturels

L'idée du traitement moderne et salubre des gadoues en vue d'une utilisation agricole sous forme d'engrais apparaît comme un nouvel avatar de la complémentarité ville-campagne. Montricher s'inscrivait en effet à la fin d'une époque : en Angleterre dès les années 1870 et à Hambourg, après l'épidémie de choléra de 1892, on commençait à incinérer les déchets (Frioux, 2013, p. 51-52) et cette expérience se situe dans une phase de résistance de l'économie circulaire, laquelle précéda la phase du renoncement qui commença en 1920 (Barles, 2005). Dès l'orée du xx^e siècle, les habitudes de consommation commencèrent à évoluer, la vente du fumier devint moins rentable et l'on tenta de rationaliser et d'industrialiser le traitement des gadoues. En effet, les engrais importés (guano) ou chimiques (superphosphates) se révélèrent plus riches que les gadoues (Frioux, 2013, p. 49).

Pourtant le Régime de Vichy, chantre du retour à la terre, se lança en 1941 dans une dernière tentative de colonisation de 5 000 ha de terrains en basse Crau. La Compagnie Nationale du Rhône (CNR), fondée en 1933 pour l'aménagement du fleuve au triple point de vue de l'hydroélectricité, de la navigation et de l'agriculture, devait procéder « à la préparation du sol, la construction de bâtiments d'exploitation et de tous travaux nécessaires à la constitution de domaines agricoles prêts à être exploités » (Giandou, 2000, § 6). Cette fois le projet échoua parce que les ingénieurs des

4. Fouille menée en 2013 sous la direction de Christophe Voyez, Inrap.
5. Il s'agit des débuts de la décharge d'Entressen (aujourd'hui, commune d'Istres).

5. Les dépôts d'engrais en Crau. À l'ouest de l'étang d'Entressen, le domaine de Baussenc – aujourd'hui connu sous le nom de « décharge d'Entressen » – était à l'origine une extension du domaine des Poulagères. À l'est, sur un autre embranchement du chemin de fer, se trouvait le dépotoir du Mas de la Péronne (Miramas) fouillé par l'Inrap.

6. Le domaine des Poulagères. Les terrains des coussouls du domaine des Poulagères ont été fertilisés grâce aux engrais naturels et divisés en vastes parcelles cultivées en vignes, prairies et céréales.

ponts et chaussées de la CNR et ceux du ministère de l'Agriculture ne parvinrent pas à s'entendre et que la partie agricole du projet originel s'en trouva négligée au profit des aménagements hydroélectriques, lesquels « (rompirent) les équilibres complexes établis séculairement entre l'homme et la nature » (Giandou, 2000, § 24). Une rupture des équilibres patente avec ce qui était devenu, au fil du temps, la plus grande décharge à ciel ouvert d'Europe, laquelle polluait gravement la nappe phréatique. En outre, l'industrialisation précoce de l'étang de Berre tout proche (Daumalin, Laffont-Schwob, 2016) et l'urbanisation croissante altéraient aussi cet environnement : ils polluaient et « dénaturaient » les paysages. Dès les années 1970, il devint clair que le nombre de catastrophes écologiques d'origine anthropique s'était accru depuis la fin des années 1940 (Matagne, 2003, p. 29). Aussi, très loin de considérer comme Guignet hier que « la culture pastorale n'a jamais pu transformer le désert » et qu'« elle est destinée à disparaître complètement des pays civilisés » (Guignet, 1890, p. 150), on estime aujourd'hui que les coussouls de la Crau constituent un écosystème fragile de caractère exceptionnel qui doit être protégé. Ce paysage agraire est désormais préservé, y compris en Crau humide où la conservation des prairies de foin labellisé AOC s'oppose au développement inconsidéré d'autres pratiques agricoles. L'urbanisation et les aménagements lourds ont été déclarés incompatibles avec les paysages de Crau. Aujourd'hui, 7 500 ha de cette steppe unique en Europe occidentale ont été intégrés à la Réserve naturelle nationale des Coussouls de Crau créée en 2001 par arrêté ministériel ; ils sont consacrés au pastoralisme, activité traditionnelle qui a permis de maintenir

ce fragile équilibre entre agriculture et environnement, à l'origine de l'écosystème original et remarquable d'un point de vue faunistique (150 espèces d'oiseaux observables) et floristique. Fermée depuis 2010, la décharge d'Entressen a été transformée en unité de valorisation de biogaz par captage du méthane issu de la fermentation des déchets.

L'eau des canaux de la Durance et les « engrais » de Marseille n'ont pas permis de « dompter » et de rendre à la « civilisation » le désert de la Crau comme l'écrivait Guignet avec enthousiasme et comme le souhaitaient ardemment ses contemporains et toutes les élites du XIX^e siècle : « rien ne condamne le champ de pierres à une éternelle stérilité. Le Sahara français est un Sahara en miniature qu'il est de notre devoir de conquérir à la culture » (Rainaud, 1893, p. 209). Si un tel projet soulève aujourd'hui l'interrogation, cette entreprise de fertilisation des coussouls, dont nous avons montré qu'elle s'inscrit dans la très longue durée, n'a été possible d'abord qu'en raison du progrès technique (l'arrivée du chemin de fer) et, ensuite, que parce qu'il y eut une convergence d'intérêts entre les citadins, qui recherchaient des terrains inutilisés, et les ruraux, qui voulaient mettre leurs terrains vagues en valeur. Les échecs successifs de la colonisation et la prise de conscience écologique qui suivit les désastres engendrés par la tentative des Marseillais ont abouti à un renoncement au projet de mise en valeur agricole primitif, auquel s'est substitué un projet de préservation de la nature considérée comme à valoriser et non plus à transformer. Le terrain vague restera un terrain vague.

Références bibliographiques

- ARDOUIN-DUMAZET V.-E., 1897, *Voyage en France*, 12^e série, *Alpes de Provence et Alpes Maritimes*, Paris, Berger-Levrault et Cie, 378 p.
- BARLES S., 2005, *L'invention des déchets urbains. France : 1790-1970*, Paris, Seyssel, Champ Vallon, 297 p.
- BERTHEMONT J., 1972, *Le thème de l'eau dans la vallée du Rhône. Essai sur la genèse d'un espace hydraulique*, Saint-Étienne, Impr. « Le feuillet blanc », 648 p.
- DAUMALIN X., LAFFONT-SCHWOB I. (dir.), 2016, *Les calanques industrielles de Marseille et leurs pollutions : une histoire au présent*, Aix-en-Provence, REF2C éditions, 333 p.
- FAGET D., 2012, « La mer comme exutoire. Origines d'une expertise scientifique des pollutions industrielles en Méditerranée (1750-1914) », *Industries en Provence*, n° 20, p. 19-28.
- FRIoux S., 2013, *Les batailles de l'hygiène. Villes et environnement de Pasteur aux Trente Glorieuses*, Paris, PUF, 387 p.
- GIANDOU A., 2000, « L'échec d'une colonisation agricole et ses conséquences : La Crau », *Ruralia*, 06, p. 2-16 ; <http://ruralia.revues.org/140>
- GUIGNET C.-E., 1890, « Mise en culture de la Crau », *Magasin pittoresque*, 2^e série, t. VIII, p. 147-150.
- MATAGNE P., 2003, « Aux origines de l'écologie », *Innovations*, 2 (n° 18), p. 27-42 ; <http://www.cairn.info/revue-innovations-2003-2-page-27.htm>
- MONTRICHER H. MAYOR DE, 1890, *Assainissement de Marseille*, Marseille, impr. de Barlatier et Barthelet, 36 p.
- RAINAUD A., 1893, « La Crau », *Annales de Géographie*, vol. 2, n° 6, p. 189-21 ; http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1893_num_2_6_7802
- RIANI A., 1993, « Une autre ville : les Bastides », *Marseille*, n° 167, p. 4-9.
- RIANI A., 2017, « Pollutions urbaines et industrielles. Avez-vous le nez endurent ? », in SÉNÉPART I. (éd.), *Aux portes de la ville. La manufacture royale des poudres et salpêtres*, Paris, Éditions Errance, 227 p.
- VILLENEUVE-BARGEMON C. DE, 1821-1826, *Statistique du département des Bouches-du-Rhône*, Marseille, A. Ricard, t. I, 944 p. ; t. III, 1826, 867 p.
- VOYEZ C. (dir.) et al., 2016, *Le dépotoir du mas de la Péronne à Miramas et « les gadoues de Marseille »*, rapport d'opération, Inrap-SRA Provence-Alpes-Côte d'Azur, 379 p.